

Responsables scientifiques

Guy Saez directeur de recherche CNRS, directeur de PACTE (guy.saez@iep-grenoble.fr)
Michel Hollard, professeur émérite (économie) UPMF-GAEL (michel.hollard@wanadoo.fr)

Soutiens

Conseil général de l'Isère, Communauté de Communes de la région grenobloise (Métro),
Pacte, Région Rhône-Alpes, Université Joseph Fourier, Université Pierre Mendès France
Ville de Grenoble

Comité d'organisation

Janine Chêne, ancienne vice-présidente de l'UPMF
Michel Hollard, professeur émérite, UPMF
Hélène Jacquemoud, assistante, PACTE
Bernard Pouyet, ancien président de l'UPMF
René Rizzardo, ancien adjoint du maire de Grenoble Hubert Dubedout
Guy Saez, directeur de l'UMR PACTE

Comité scientifique

Vincent Duclert, professeur d'histoire, EHESS
René Favier, professeur d'histoire, LAHRA-UPMF
Dominique Grand, directeur adjoint du CEA Grenoble, professeur à l'IEP
Olivier Ihl, professeur de science politique, directeur de IIEP Grenoble
Séverine Louvel, maître de conférences à l'IEP de Grenoble, PACTE
Roger Maynard, professeur à l'UJF, VP de la Société Française de Physique
Pascal Petit, directeur de recherche CNRS, CEPN Université Paris-13, CEPREMAP
Dominique Pestre, professeur d'histoire, EHESS
Jean-Louis Quermonne, professeur émérite, ancien président de l'UPMF
Eric Roussel, président de l'IPMF
Dominique Vinck, professeur de sociologie, PACTE

Secrétariat du colloque

Le secrétariat est assuré à PACTE par Hélène Jacquemoud

helene.jacquemoud@iep-grenoble.fr

PACTE <http://www.pacte.cnrs.fr/>

Institut d'études politiques de Grenoble – BP 48 - 38 040 Grenoble cedex
1030, avenue centrale Campus universitaire Saint-Martin d'Hères
Tram ligne B - Arrêt « Bibliothèques universitaires »
tel. 04 76 82 60 96 ou 60 24 – fax. 04 76 82 60 50

Inscription gratuite et obligatoire

(date limite 10 octobre 2008)

Forfait déjeuners 30 euros

par chèque ou virement à l'ordre de l'Agent comptable de l'IEP de Grenoble

Politique, science et action publique La référence à Pierre Mendès France et les débats actuels

Grenoble
Institut d'études politiques
23 et 24 octobre 2008

Organisé par

Pacte

Politiques, Action publique, Territoires, Unité mixte de recherche CNRS
Institut d'études politiques de Grenoble,
Université Pierre Mendès France, Université Joseph Fourier

Avec le soutien de l'Institut Pierre Mendès France, Paris

« Le développement de la science est devenu une affaire trop sérieuse pour demeurer lié à des structures ou à des règles administratives. Il est au premier chef, affaire politique »

Pierre Mendès-France, colloque de Caen sur « la recherche et l'enseignement scientifiques »,
1^{er} novembre 1956

Jeudi 23 octobre

Institut d'études politiques Amphi C

9 h 30 Ouverture

Allocutions du Président de l'UPMF, du directeur de l'IEPG, des représentants de la région Rhône-Alpes, de la Communauté de Communes (la Metro) et de la Ville de Grenoble

Présentation du Colloque par Guy Saez

Séance 1 Gouvernement de la science

Président : **Daniel Bloch**, Ancien président de l'UJF et de l'INPG (Grenoble)

Jean-Louis Quermonne, professeur émérite,
président honoraire de l'Université Pierre Mendès France
Les colloques de Caen (1956) et de Grenoble (1957) en quête d'universités

Alain Chatriot, CRH-AHMOC Paris
L'administration de la recherche (1954-1969)

Jean-François Mela, professeur émérite à l'Université Paris 13,
ancien chef de la Mission scientifique universitaire
Les dilemmes du pilotage de la recherche entre les organismes, les agences et les universités

13 h Déjeuner

Après-midi - 14 h 30

Séance 2 La science économique et l'action

Président : **Pascal Petit**, CEPN Université Paris 13 et CEPREMAP

Michel Hollard, Université Pierre Mendès France, GAEL
Comment Pierre Mendès France s'informait sur l'économie ?

Mario Dehove, Cour des comptes
Du plan au conseil d'analyse stratégique ?

Eric Avenel, Université Pierre Mendès France, GAEL
Intérêt général et politique de la concurrence : quelle forme d'action publique ?

Claude Courtlet, Université Pierre Mendès France
L'économiste et le politique : l'enseignement du développement territorial

Vendredi 24 octobre

Institut d'études politiques Amphi C

Matin - 9 h

Séance 3 Les instruments et les acteurs scientifiques (planification, modèles, expertises)

Président : **Dominique Grand**, Adjoint au directeur du CEA Grenoble, professeur associé à l'IEP Grenoble

Julie Bouchard, Université de Paris 8
Comment le retard vient aux Français. Analyse d'une rhétorique de la planification de la recherche (1940-1970)

Dominique Vinck, PACTE, CNRS Grenoble
Les pôles de recherche et de compétitivité comme instrument de la politique scientifique

Philippe Laredo, LATTES ENCP Paris
Les nouvelles agences de financement et l'organisation de la recherche en Europe

Séverine Louvel, PACTE, CNRS Grenoble
Les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche en France et en Europe

13 h Déjeuner

Après-midi - 14 h 30

Séance 4 Modernité et exigence démocratique

Président : **Bernard Pouyet**, professeur émérite, Université Pierre Mendès France

Eric Roussel, Institut Pierre Mendès France, Paris
Pierre Mendès France pédagogue de l'action publique

Virginie Tournay, PACTE, CNRS Grenoble
La fabrique de l'innovation scientifique : quand le citoyen devient expert

Denis Vernant, Université Pierre Mendès France (Philosophie, langage et cognition)
Organisation de la science et action publique : regard critique

Guy Saez, PACTE, CNRS Grenoble
Dilemmes de la modernisation de l'action publique scientifique

23 octobre 18 heures 30 Séance publique MC2 (Auditorium)

« Le savant, l'expert et le citoyen »

Président **Eric Roussel**, président de l'Institut Pierre Mendès France, auteur de Pierre Mendès France (Gallimard 2007)

Intervenants **Edouard Brézin**, professeur de physique à l'École normale supérieure et chercheur au laboratoire de physique théorique,

Claude Lorius, directeur de recherche émérite au CNRS, LGGE CNRS (sous réserve)

...

Thème 3 Les instruments et les acteurs « scientifiques » d'une action publique moderne (planification, modèles, expertise)

Il s'agit ici de s'interroger sur l'élaboration et les usages sociaux des instruments de l'action publique scientifique depuis le modèle classique de la planification et des grands programmes jusqu'à la mise en place d'outils nouveaux – le contrat, les réseaux, dans leurs diverses déclinaisons –, et de prendre en compte la créativité institutionnelle des dernières années (ANR, AERES, RTRA, etc.). La question du contrôle de ces instruments est à cet égard décisive, de même que l'émergence de la figure de l'expert, des postures et positions qu'il prend tant vis-à-vis de la communauté scientifique que des décideurs politiques.

Thème 4 Modernité et exigence démocratique (vers une science « civique », la pédagogie de l'action)

Si une part de l'intérêt que prend la société à la science s'incarne dans l'admiration pour des médiateurs prestigieux (le « grand savant » bienfaiteur de l'humanité) ou dans la défiance (« l'apprenti-sorcier »), l'information dont dispose les citoyens a profondément changé dans sa structure et ses modalités de diffusion. L'exigence d'une éducation scientifique orientée vers une forme d'*empowerment* des citoyens est devenue une mission que se reconnaissent les organismes scientifiques eux-mêmes et les pouvoirs publics. Cependant, mettre la science au cœur de l'espace public modifie en retour les interactions entre science, société et démocratie.

■ Colloque

Politique, science et action publique La référence à Pierre Mendès France et les débats actuels

Grenoble, Institut d'études politiques

23 et 24 octobre 2008

Au-delà de l'hommage à un homme politique qui a joué un rôle important à Grenoble et dont notre université porte le nom, ce colloque universitaire entend répondre à deux préoccupations : souligner la place tenue par Pierre Mendès France dans la prise de conscience du rôle de la science dans le développement d'un pays, éclairer les débats actuels entre science et société dans un contexte qui a profondément évolué.

En effet, Pierre Mendès France aurait eu 100 ans en 2007. La meilleure façon de lui rendre hommage est de revenir sur un certain nombre de ses propositions, en examinant ce qu'elles sont devenues et comment se posent, en ce début de XXI^e siècle, les problèmes qu'il a abordés dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Ainsi, le rôle joué par Pierre Mendès France dans ce domaine sera pour nous une référence pour l'analyse des rapports actuels entre politique, science et action publique. Ces rapports se présentent à nous de manière très problématique voire parfois conflictuelle, et ne cessent de transformer nos représentations et pratiques de la science, de la politique, du dialogue démocratique.

Le thème « politique, science et action » est très présent dans la pensée et l'action de Pierre Mendès France. En 1954, il publiait avec Gabriel Ardant *La science économique et l'action*. Ils écrivaient en conclusion : « Il s'agit de savoir si l'homme saura mettre en œuvre pour les travaux de paix les ressources qu'il sait mobiliser pour la guerre ou sa préparation. Seules une science et une technique dont nous ne méconnaissons pas les imperfections, mais qui représentent un progrès considérable par rapport aux conceptions et aux politiques antérieures, peuvent fournir une solution ».

Pierre Mendès France considérait qu'il existe un domaine intermédiaire entre la théorie et l'action : « La théorie se débarrasse aisément des objections par des raisonnements, des paroles ; l'action peut toujours invoquer les circonstances qui la pressent. Entre les deux, la réflexion doit tenir compte de tout : des vérités générales, de l'opinion, des faits, des hommes ».

L'intérêt de Pierre Mendès France pour la science s'est révélé dès sa première déclaration de candidature à la présidence du Conseil en 1953. On sait quelle fut l'importance de sa participation au colloque de Caen en novembre 1956 qui réunissait certains des plus grands scientifiques de l'époque (Lichnerowicz, Monod, Auger,...). Ce colloque marqua une date importante pour la politique de la recherche en France. Il définit une série de propositions concrètes, en partie reprises par la Cinquième République, et fut suivi des colloques de Grenoble en 1957 et Dakar-Abidjan en 1959.

Ces liens avec les scientifiques se sont maintenus au cours du temps. Lorsque Pierre Mendès France se présenta en 1967 aux élections législatives à Grenoble, il reçut le soutien de Jean Maillet doyen de la Faculté de droit, Louis Weil doyen de la faculté des sciences et Jean-Louis Quermonne directeur de l'Institut d'études politiques. Un meeting électoral réunissait ensuite à Grenoble Jacques Monod et Maurice Duverger.

La confrontation entre ce que furent la pensée et l'action de Pierre Mendès France et les réalités de ce début de XXI^e siècle paraît indispensable si l'on veut retrouver ce qui reste aujourd'hui son apport essentiel : une démarche rigoureuse, patiente, informée auprès des personnes les plus compétentes et toujours au service de la démocratie. C'est pourquoi nous pensons cette référence à Pierre Mendès France très utile pour prendre la mesure des changements qui se sont produits dans les politiques scientifiques et le gouvernement de la science, dont les principes et les structures sont en pleine recomposition. Mais ce sont aussi les instruments de l'action publique qui ont été profondément modifiés : la planification et les « grands programmes » laissent place à la contractualisation et aux agences. Parallèlement, l'action publique fait un recours massif à l'expertise détenue par les chercheurs à des fins de légitimation et d'aide à la décision, de sorte que la place des experts dans la décision pose une série de problèmes épistémologiques, éthiques et politiques. Enfin, les succès de la recherche dans tous les domaines sont nombreux et suscitent un mélange de fascination et d'interrogations voire de peurs. L'idée même d'un gouvernement rationnel, basé sur l'analyse et la prévision à moyen ou long terme est remise en cause par certains courants de pensée qui misent surtout sur le renforcement des capacités d'initiative des acteurs individuels. Une forme de démocratie scientifique cherche sa voie dans une société partagée entre des expressions de défiance, le désir de comprendre et de participer.

Ce colloque poursuit donc un triple objectif :

- rappeler comment Pierre Mendès France concevait et développait les rapports entre politique, science et action ;
- caractériser l'évolution des interactions entre la science, la politique et la société au cours des cinquante dernières années ;
- analyser les problématiques actuelles et définir les lignes de force de l'action publique scientifique.

Les quatre thèmes

Nous avons organisé ce colloque autour de quatre thèmes qui seront traités de manière synthétique et déclinés selon les trois temps envisagés plus haut : ce qu'en dit Pierre Mendès France, ce qui s'est passé depuis, que dire aujourd'hui ?

Thème 1 Le gouvernement de la science

La mise en place de politiques publiques scientifiques, situées dans le contexte de modernisation des années 1950, appelle une réflexion sur les fondements de légitimation d'une telle entreprise confrontée aux ressources politiques dont peuvent se saisir les gouvernants dans une Cinquième République finissante. La formidable « expansion scientifique » que connaît le pays par la suite, l'instrumentalisation de la science au profit d'une politique nationale (nucléaire, spatial, par exemple) vont diversifier les acteurs et les institutions de recherche ainsi que leurs modes de gouvernement. L'impact de la construction européenne et les polarisations scientifiques dues à la mondialisation conduisent aujourd'hui à repenser les principes et les cadres de ce gouvernement de la science.

Thème 2 « La science économique et l'action » aujourd'hui

La référence à Keynes est contestée par beaucoup d'économistes mais, très présente dans le discours politique, reste la référence aux politiques de plein emploi. Faut-il parler d'amendements à la théorie keynésienne ? Existe-t-il une conception alternative : Walras ? Hayek ? Friedman ? X ? ou a-t-on renoncé à une conception globale au profit de recherches partielles, souvent très formalisées et plus empiriques ? Comment les politiques s'articulent-elles avec ce nouveau paysage de la recherche en économie ? Comment interpréter la disparition du commissariat au plan, la création du conseil d'analyse économique et du centre d'analyse stratégique ? Quelle place pour l'administration économique (ministère des Finances, INSEE), les instituts indépendants (IRES, OFCE, REXECODE), les centres de recherche (CEPREMAP absorbé par PSE,...). Pourrait-on écrire *La science économique et l'action aujourd'hui* ? si oui comment ?
